Les marquages conjugaux de l'argent en milieu populaire

Jean-Yves Trépos, isa Haddad, Aurélien Lambert, Fanny Liebelt, Soumia Nifri, Serena Roumens et Maria Scheerer-Molnar

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/leportique/1191>

DOI : 10.4000/leportique.1191

ISSN : 1777-5280

Éditeur

Association "Les Amis du Portique"

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

ISSN : 1283-8594

Référence électronique

Jean-Yves Trépos, isa Haddad, Aurélien Lambert, Fanny Liebelt, Soumia Nifri, Serena Roumens et Maria Scheerer-Molnar, « Les marquages conjugaux de l'argent en milieu populaire », *Le Portique* [En ligne], 19 | 2007, mis en ligne le 15 décembre 2009, consulté le 25 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/leportique/1191> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.1191>

Ce document a été généré automatiquement le 25 mars 2021.

Tous droits réservés

Les marquages conjugaux de l'argent en milieu populaire

Jean-Yves Trépos, isa Haddad, Aurélien Lambert, Fanny Liebelt, Soumia Nifri, Serena Roumens et Maria Scheerer-Molnar

L'argent des couples : un management quotidien en évolution ?

- 1 Les travaux de Viviana A. Zelizer sur le marquage de l'argent (de la monnaie) ¹ et sur la monétisation de la vie sociale (voir son article dans ce numéro), poursuivis par des travaux plus ciblés ², ont permis un renouveau de la réflexion sociologique sur l'argent. Est-il possible de faire le point sur les relations monétaires au sein de la famille ? Le mari pédagogue, qui, au siècle précédent, orientait les dépenses de la famille mais laissait à sa femme le soin d'en assurer la gestion, a-t-il fait place au mari promoteur, qui inciterait son épouse à s'autoriser une dépense sans tenir compte de sa contribution au revenu du ménage ? ³ Voir : à l'époque des familles recomposées, allons-nous vers des budgets séparés ?
- 2 Nous proposons, pour commencer quelques éléments de réponse à partir de données essentiellement issues de la sociologie anglophone, largement dominante dans ce secteur ⁴.

Une mesure difficile du management quotidien

- 3 Les recherches menées au Royaume-Uni sur des couples mariés ⁵ convergent vers un constat : quand le fait de payer est une corvée plutôt qu'un pouvoir (c'est plutôt le cas des bas revenus), c'est l'épouse qui tend à l'assurer. D'où une hypothèse, formulée par Carolyn Vogler : la délégation de paiement à l'épouse évite à l'homme de se confronter au réel d'un revenu insuffisant pour le ménage (l'accusation de mauvaise gestion devient possible). L'enquête menée auprès de 1200 couples dans six villes de Grande-Bretagne en 1994 ⁶, conduit à distinguer entre contrôle stratégique et management quotidien de l'argent. Selon ces auteurs, classe et genre sont intriqués, mais la variable idéologique joue aussi un rôle : l'attitude par rapport au rôle de l'« homme gagne-pain » (mise en évidence par Parsons ⁷) de l'époux est médiatrice entre ressources économiques et comportements de gestion. Un autre constat fréquent est celui d'une

tension entre égalité (répartition des ressources indépendamment des contributions) et équité (tenir compte des contributions, y compris non-monétaires, de chacun) ⁸.

- 4 Qu'apportent les nouvelles formes de conjugalité (cohabitation, remariage) par rapport à ces résultats qui montrent une situation plutôt figée ? La plupart des études transnationales ⁹ montrent que, toutes choses égales d'ailleurs, les co-habitants ont plus tendance que les mariés à des gestions séparées de l'argent et qu'on passe ¹⁰ de la « *cohabitation money* » à un « *marriage money* » lorsqu'augmente le temps passé ensemble. La gestion en partenariat, semble contester la prééminence du pourvoyeur, mais n'empêche pas l'auto-limitation (le sentiment d'équité peut primer sur l'égalité et le conjoint qui contribue le moins peut s'interdire des dépenses ¹¹). De nombreuses questions, selon Vivienne Elizabeth (qui a étudié plus récemment des co-habitants néo-zélandais), entourent l'apparente évolution que représente le partenariat : est-ce une forme de soumission au diktat du partage ; manifeste-t-il une croyance dans la longévité du couple ; n'est-il pas la réaction à la perte d'un salaire, à l'arrivée d'enfants ? Quant à la gestion séparée, elle n'est pas plus transparente : favorise-t-elle des relations de genre plus égalitaires ou est-ce une modification qui rend l'inégalité plus supportable ?

Une enquête empirique en France

- 5 Les commentaires qui suivent et qui ne sauraient répondre à toutes ces interrogations, s'appuient sur une enquête réalisée en deux temps auprès de 75 couples français (Lorraine, Haute-Normandie et Rhône-Alpes) ¹². La première phase nous permettait d'entrer dans l'univers monétaire, financier, voire fiduciaire de 45 couples, interrogés par entretiens semi-directifs, en prenant en compte l'organisation des dépenses, les moyens de paiement utilisés, la gestion des revenus, mais aussi, les représentations des relations d'argent ¹³. Mais, en général, ces situations, parce qu'elles sont routinisées, sont présentées sur un mode un peu sec et on a rarement accès aux principes organisateurs de ces choix. C'est le rôle que la deuxième phase (des entretiens par scénarios auprès de 30 couples ¹⁴) est censée jouer, qui met les personnes interrogées en situation de sortir de dilemmes ou en tout cas de justifier des solutions qui leur paraissent s'imposer ou qui, selon eux, sont largement préférables à d'autres. Les réponses aux scénarios, même lorsqu'elles sont brèves, mobilisent des principes supposés gouverner des situations et des comportements. Rien ne dit évidemment que c'est ce que feraient ces gens s'ils étaient inopinément confrontés à ces difficultés, mais du moins peut-on savoir ce qu'ils feraient s'ils avaient le temps de s'y préparer.
- 6 Nous nous sommes limités ici à quelques aspects des marquages conjugaux de l'argent en milieu populaire : nous avons retenu 30 entretiens qui avaient été effectués auprès de couples déclarant moins de 2500 € mensuels de revenu total et c'est aussi cette tranche de revenus qui a servi de base à la phase d'enquête par scénarios (nous avons également validé les 30 scénarios). Certes, la notion de « milieu populaire », caractérisée par le revenu, n'est pas complètement satisfaisante, puisqu'elle agglomère, ici, à une majorité d'ouvriers et d'employés, une minorité de membres des couches moyennes en situation de recherche d'emploi, voire largement précarisée ¹⁵. Néanmoins, ni les différences internes de revenus (6 interviewés déclaraient avoir moins de 1500 € de revenus mensuels), ni les niveaux d'emplois occupés, n'ont pu être corrélés avec des types de réponse contrastés au sein de l'échantillon. Nous avons donc considéré notre groupe de 56 couples (et non 60, car quatre couples ont participé aux

deux phases de l'enquête) comme relativement homogène, sous réserve d'une enquête plus extensive et nous en proposons ici une vue d'ensemble.

L'ordinaire de la dépense

- 7 Quatre regroupements un peu arbitraires ¹⁶ peuvent être effectués en réponse à quatre questions : quelle organisation de la dépense, quels moyens de paiement, quelle gestion financière et quelles représentations de tous ces phénomènes ? Les réponses à ces questions dessinent un mode de vie des couches populaires nettement marqué par les hésitations et les espoirs de la « modernité réflexive » ¹⁷.

Budgets et fléchages

- 8 Budget subi ¹⁸ ou budget ajusté au rythme des échéances bancaires, pour la grande majorité des couples il faut au moins distinguer – une minorité précise que c'est en début de mois – les dépenses fixes (prélèvements et/ou règlement de factures récurrentes), les achats réguliers de produits alimentaires et les achats circonstanciels ou saisonniers. C'est ce qu'on pourrait appeler un budget par défaut, qui dégage parfois un « reste », comme une heureuse surprise à thésauriser (l'épargne, connue pour la moitié de l'effectif, est généralement « *pour les enfants, pour plus tard* ») ou à convertir en biens. Sollicités de parler de leur manière de faire face aux imprévus dans ce domaine, nos interviewés se partagent en deux sous-groupes égaux : pour une moitié, il ne saurait y avoir à proprement parler de gros imprévus qui déstabiliseraient leur organisation (ils ont en quelque sorte prévu les imprévus, comme le déclarent quatre de nos couples qui y ont affecté une part de leur budget). Pour l'autre moitié, c'est le moment venu que l'on y fera face, principalement par une ponction sur l'épargne ou par le recours aux parents.
- 9 La modernisation des moyens de paiement a-t-elle atteint notre échantillon ? En fait, un seul couple déclare n'effectuer ses règlements qu'en espèces et encore est-ce lié à une situation antérieure traumatisante d'interdiction de chéquier ¹⁹. Pour autant, la situation opposée (la monnaie électronique exclusivement) reste minoritaire. L'essentiel est donc la pratique de deux, voire trois ou plus (en y ajoutant les prélèvements) moyens de paiement combinés, soit à peu près également : cartes-chèques et cartes-espèces. Ajoutons à ces données de base, la place très ambivalente réservée aux cartes de fidélité (notamment électroniques) : la moitié de notre effectif déclare en posséder au moins une (souvent trois ou quatre), mais manifeste une distance critique quant à leur utilisation (assimilée à des formes de fidélisation abusive).
- 10 Une analyse de l'affectation de ces moyens de paiement aux principaux postes de dépense montre la prépondérance du règlement des courses par carte bancaire et du règlement des factures et crédits par prélèvement. S'agit-il de fléchages stables ? Dans une minorité de cas, on peut le dire : à côté des hantises ou des conduites d'évitement (des paiements par carte pour ne pas voir qu'on vit au-dessus de ses moyens), on trouve ces heuristiques raisonnables souvent liées aux « petits budgets » (des chèques pour pouvoir suivre au jour le jour la dépense, grâce au talon).
- 11 Cette exploration de la manipulation domestique des monnaies en milieu populaire reste un peu décevante, malgré les tendances qui s'y esquissent ²⁰. La banalité de la circulation de la monnaie semble faire obstacle à la représentation des fléchages effectués et changements qui sont en cours.

Gestion financière et comptabilités

- 12 L'un des objectifs de l'enquête étant de saisir les équilibres internes de la gestion de l'argent des couples, plusieurs indicateurs avaient été retenus.
- 13 Tout d'abord, on peut se demander comment est réparti le revenu et, plus précisément, selon combien d'entités bancaires il est ventilé. La majorité des membres des couples de notre échantillon possède des comptes séparés, plutôt que des comptes joints, un certain nombre (sans doute en augmentation) ayant adopté une formule mixte : un compte joint pour régler les dépenses fixes ou assez régulières et des comptes séparés pour honorer les engagements (pensions alimentaires ou prise en charge d'enfants) et les besoins individuels, voire pour constituer des épargnes spécifiques. Existe-t-il, pour autant, une circulation interne d'argent au sein de la famille ? Apparemment, cette circulation, peut prendre la forme du prêt entre partenaires ou du financement séparé des dépendants (presque exclusivement les enfants dans notre échantillon ²¹) : sur 16 réponses exploitables, l'argent de poche donné régulièrement est minoritaire, par rapport aux autres formes comme l'attribution « à la demande » ou l'achat de biens voulus par les enfants (pour une partie de notre échantillon, cette rubrique était sans objet). La question décisive est néanmoins celle de l'articulation entre la répartition des revenus et le contrôle de leur gestion. Normalement, à la tendance à l'individualisation des comptes devrait correspondre progressivement une tendance à l'individualisation de la gestion. Comme l'ont suggéré les recherches britanniques mentionnées plus haut, il y a ici un écart entre les dires et les faires. Les couples déclarent majoritairement gérer l'argent en commun, plutôt que séparément. Mais, s'agissant des comptes, ils reviennent plutôt aux femmes qu'aux deux partenaires ensemble ou à l'homme (à noter que 5 couples déclarent ne jamais « faire les comptes »). On constate donc, dans ces milieux populaires, une persistance d'anciens modes de gestion couplés avec de nouveaux dispositifs : il s'agit d'une situation susceptible d'évoluer ²².

Plaisirs et sérénité

- 14 Quelle est la philosophie de l'argent qui anime ou contraint ces pratiques ordinaires de gestion des finances domestiques ? Ainsi posée, la question paraît hors de portée des ressources mobilisées par cette première phase de l'enquête. Tout au plus en trouve-t-on quelques indices.
- 15 La moitié des couples interrogés sépare la « dépense personnelle », jugée positivement comme « un plaisir » et le paiement des courses et des factures considérée comme « une corvée ». Cependant, une forte minorité ressent toute dépense, quelle qu'elle soit, comme avant tout un plaisir, tandis qu'ils sont finalement très peu à y voir toujours une corvée. Cette première approche est assez significative de la transformation progressive des rapports de genre quant à l'argent : sachant que les personnes ayant répondu au nom du couple sont principalement des femmes, qui par ailleurs sont majoritairement ici chargées de la tenue des comptes, cette importance d'un plaisir de la dépense personnelle (en tout 20 répondants, finalement), voire lié à toute dépense, est peut-être l'indice d'une certaine émancipation par rapport aux autocensures évoquées par Hochschild.
- 16 Illusions de couples en phase d'installation, victimes d'une euphorie romantique qui précéderait les révisions douloureuses de la maturité ? Il ne nous semble pas que cette objection soit fondée ²³. Le groupe de personnes interrogées est, certes très partagé, mais dans tous les cas, cela paraît aller dans le sens d'une gestion moins conflictuelle : la moitié des interviewés déclare avoir vu évoluer sa gestion dans le temps (surtout vers une moins grande improvisation et surtout après une courte période de vie en

commun), tandis que l'autre moitié semble ne voir, dans les péripéties du cycle de vie, rien qui doive remettre en cause son management.

- 17 Enfin, on a cherché aussi à savoir dans quelle mesure les comportements de leurs parents en matière de rapport à l'argent pouvaient avoir marqué, au moins dans leurs représentations les plus explicites, les personnes interrogées. Ceux qui se souviennent des modes de gestion parentaux ont plutôt tendance à affirmer que ces composantes de leur socialisation initiale n'ont pas eu d'influence sur eux et pour certains, qu'il s'agit même d'un contre-modèle. Lorsque cette influence est revendiquée ou reconnue, elle l'est rarement comme le résultat d'une transmission explicite : il s'agit plutôt, comme pour l'ensemble de ceux qui s'en souviennent, d'une image forgée par l'enfant et l'adolescent regardant vivre ses parents et non d'un apprentissage concerté.
- 18 Mais qu'en est-il, dès lors que cette présentation lissée des événements financiers domestiques est confrontée à des situations de choix difficiles ?
L'heure des dilemmes
- 19 L'analyse des décisions (faute de place, on ne peut exposer ici l'analyse des ressources argumentatives et des récits privés) de l'enquête par scénarios nous semble confirmer largement et préciser ces indications.
- 20 À l'heure du maintien à domicile des personnes âgées et de l'importation progressive d'un modèle de *care*, nos répondants sont plutôt soucieux de dégager le ménage du poids de la présence physique d'un ascendant dans la maison : s'il n'y a d'alternative (scénario 1) qu'entre le placement et l'accueil à domicile du parent âgé impotent, la majorité des répondants choisit la solution du placement en maison de retraite (n=18). Les discussions portant surtout sur les capacités d'accueil, on peut voir que ce n'est ni l'argent, ni la charge ménagère, ni l'affirmation du lien social qui sont principalement en jeu, mais la préservation de l'autonomie du foyer par rapport aux ascendants (la présence du parent semble d'ailleurs être conçue comme moins intrusive que celle du beau-parent). Dès lors que le ménage aurait la capacité spatiale d'accueillir l'ascendant, il semblerait disposé à le faire.
- 21 S'agissant cette fois des descendants (scénario 2), nos répondants tiennent à séparer nettement le statut financier (protégé) – puisque même s'ils gagnent de l'argent, les enfants ne doivent pas être des contributeurs au revenu de la famille : ils sont 22 sur 30 à refuser la demande de participation aux frais – et le statut domestique (non protégé) : ils sont 21 sur 30 à considérer que la jeune étudiante doit participer aux tâches ménagères (« *il faut leur apprendre des valeurs* »)²⁴.
- 22 Si l'on s'en tient au dilemme posé par le scénario 3, le principe d'égalité prend nettement le dessus sur le principe d'équité, contrairement à la situation que semblaient dessiner les enquêtes en pays anglophones. L'idée qu'une décision d'achat puisse être tributaire d'une inégalité dans la contribution au revenu soulève l'indignation d'un grand nombre d'enquêté(e)s et en tout cas la réprobation de la très grande majorité (n=26), que résume cette secrétaire de 42 ans : « *ce n'est pas parce qu'on gagne plus qu'on ne doit rien faire à la maison* »²⁵. Mais, dès lors que ce principe est affirmé avec force, les répondants se sentent tout à fait le droit de discuter la rationalité économique du choix : ils sont tout de même près de la moitié à proposer l'achat du lave-vaisselle.
- 23 D'une certaine manière, cette distinction entre égalité et rationalité est prolongée dans la réponse au scénario 4, par une distinction entre propriété et rationalité : une fois

affirmé le droit imprescriptible de l'individu sur son héritage (comme le dit cet étudiant d'origine populaire : « [...] *parce que c'est quand même son argent* »), les répondants soutiennent assez massivement qu'il est plus rationnel économiquement de donner la priorité à l'épargne en vue des frais futurs entraînés par la naissance, soit intégralement (n=14) soit par l'élaboration d'un compromis (en gardant une faible part de la somme pour des vacances à proximité). Le dialogue est revendiqué comme un moyen de faire évoluer le partenaire « panier percé ».

- 24 Des recherches antérieures²⁶ avaient souligné la faible propension à considérer qu'un dol puisse exister en matière de biens culturels. Les réponses au scénario 5 (qui, à en juger par les récits recueillis, semble rencontrer l'expérience directe des répondants) montrent pourtant que, dans notre échantillon tout au moins, une forte minorité (n=13) estime qu'une réclamation dans ce domaine est légitime et qu'elle peut être mise en œuvre, même si ces protestataires sont plutôt sans illusion quant aux chances d'aboutir (une femme au foyer de 54 ans résume une tendance des réponses : « *je prendrais contact à tout hasard avec une association de consommateurs* »). Il y a d'ailleurs peut-être plus de convaincus de la légitimité de la protestation qu'il n'y paraît à s'en tenir aux seules décisions ultimes, puisqu'une grande partie des 16 répondants qui refusent la réclamation ne s'y engage pas parce qu'ils ont le sentiment de l'inutilité de toute action dans cette situation. Cependant, l'argument de la qualité ne laisse pratiquement personne insensible, surtout s'il peut être converti en termes domestiques. Comme le dit ce demandeur d'emploi de 35 ans : « [...] *l'essentiel est le plaisir et pour ne pas le gâcher, je ne dirais rien, par amour pour mon fils. L'important c'est de partager une passion, ça me suffit* ».

Finances domestiques : une recomposition des rationalités populaires ?

- 25 Cette enquête nous livre une première estimation de la saillance des questions financières dans les couples des nouvelles générations de milieu populaire²⁷.
- 26 On y voit, sur un premier plan, une organisation plutôt minimale des dépenses (en postes budgétaires assez grossiers permettant de dégager une certaine épargne), réglées par deux ou trois moyens de paiement principaux (parmi lesquels la monnaie électronique est bien représentée, notamment lorsqu'il s'agit des courses, alors que l'argent liquide est presque résiduel et lié à l'achat de pain). Ces dépenses sont assurées selon une répartition qui semble être explicite (les comptes séparés et les formes mixtes sont très largement dominants), même si elle est surtout surveillée sinon contrôlée par les femmes (c'est en fait le couple qui assure la direction financière et la femme la comptabilité). Sur un fond de morosité économique se traduisant par un chômage endémique au sein tout particulièrement de ces catégories, il est assez intéressant de noter que les questions d'argent ne sont pas de l'ordre du non-dit et ne sont pas source de tensions²⁸, ce qui semble autoriser la présence d'un sentiment de plaisir de la dépense, au moins en ce qui concerne sa dimension somptuaire, voire altruiste. Cette revendication d'une maîtrise de la dépense comme relation sociale plutôt que comme compulsion d'objet est sans doute confortée par l'impression d'avoir soi-même construit un rapport pertinent à l'argent, plutôt que d'en avoir hérité.
- 27 Les éléments projectifs mis en évidence par les réponses aux scénarios montrent que ces comportements revendiqués reposent sur un triple fondement d'attitudes : autonomie de la personne (préparée par leur égale dignité) et du couple (qui se voit libéré des ascendants, au prix du respect et libérateur des descendants, au prix de l'implication personnelle); rationalisation concertée des choix domestiques (où

l'anticipation semble être moins l'effet de l'économie de pénurie que le souci du bien vivre) et prudence consumériste (la protestation dans les limites de la simple passion). On peut imaginer que ces potentialités sont à un tournant de la modernité : dès lors qu'augmenterait la précarisation des classes populaires, elles peuvent donner lieu à des hybridations fragiles, à des relations « liquides »²⁹ (Bauman, 2005) ; dès lors que se préciserait sa « moyennisation », elles préfigureraient peut-être une nouvelle culture populaire³⁰.

Annexe : les scénarios d'enquête

- 28 Il s'agit d'une enquête sociologique collective réalisée dans le cadre d'un mémoire universitaire. Nous vous demandons de vous mettre quelques instants dans les situations qui sont décrites ci-dessous et de chercher une issue aux problèmes qu'elles posent ou, éventuellement, de dire pourquoi il n'y en a pas. Vous pouvez développer votre réponse autant que vous voulez.
- 29 **Scénario 1** : Jean, 50 ans, cadre moyen dans la banque et Martine, 48 ans, employée dans la restauration, sont mariés, sans enfants. Ils habitent une grande ville de l'Est de la France. Le père de Jean, 80 ans, qui vit à la campagne à une cinquantaine de km de son fils, est gravement handicapé et ne peut plus rester seul : Jean envisage de le placer dans une institution spécialisée. Mais Martine se dit prête à le prendre chez eux et à s'en occuper, à condition qu'elle soit secondée par une aide à domicile. Jean estime que cette solution coûterait aussi cher que le placement et serait source de bien des problèmes.
- 30 Que peuvent-ils faire ? Si vous étiez dans cette situation ou dans une situation analogue, que feriez-vous ?
- 31 **Scénario 2** : Pierre, 45 ans, est ouvrier carreleur. Il est marié à Marie, 40 ans, mère au foyer. Ils ont deux enfants de 18 et 14 ans. L'aînée est entrée cette année à l'université, mais elle continue à vivre chez eux, en banlieue. Elle a trouvé un travail à temps partiel chez MacDo'. Marie souhaiterait que sa fille contribue financièrement au budget de la maison, puisqu'elle y vit « comme à l'hôtel », ne donnant jamais un coup de main. Pierre n'est pas d'accord : il trouve que sa fille a fait preuve d'esprit d'initiative en obtenant ce travail et qu'il faut l'encourager en lui permettant d'utiliser cet argent comme elle veut.
- 32 Que peuvent-ils faire ? Si vous étiez dans cette situation ou dans une situation analogue, que feriez-vous ?
- 33 **Scénario 3** : Fabrice, 25 ans, comptable et Julie, 25 ans, employée dans un grand magasin, sans enfants, viennent de se pacser. Ils ont un compte bancaire commun : la part de Fabrice, qui a un meilleur salaire, est d'environ 60 % et celle de Julie de 40 %. Julie rêve depuis longtemps d'acheter un home cinéma, mais Fabrice estime que ce n'est pas le moment : mieux vaudrait acheter un lave-vaisselle. Julie estime que s'il participait un peu aux tâches domestiques, ce serait tout à fait faisable. Fabrice lui répond qu'il apporte déjà la plus grosse part de leur argent et que c'est bien assez.
- 34 Que peuvent-ils faire ? Si vous étiez dans cette situation ou dans une situation analogue, que feriez-vous ?

- 35 **Scénario 4** : Sandrine, 30 ans, ouvrière dans une usine de composants électroniques, fait ses achats au jour le jour, mais elle parvient néanmoins à ne jamais être « dans le rouge » tout en vivant correctement. Son mari, Ahmed, 35 ans, chef de chantier dans le bâtiment, lui dit depuis longtemps qu'il faudrait penser à l'avenir et faire un budget pour pouvoir épargner, en particulier pour l'achat d'un appartement, surtout qu'il y a le bébé à venir. Heureuse surprise : Sandrine vient d'hériter 5 000 euros d'une tante, décédée sans enfants. Pour Sandrine, il n'y a pas à hésiter, c'est le moment pour les utiliser : depuis le temps qu'ils rêvent tous les deux de vacances au soleil ! Mais Ahmed voudrait plutôt placer cet argent inattendu.
- 36 Que peuvent-ils faire ? Si vous étiez dans cette situation ou dans une situation analogue, que feriez-vous ?
- 37 **Scénario 5** : Marc, 55 ans, cadre supérieur dans l'informatique à Bordeaux, apprend que le grand guitariste Eric Clapton donne un unique concert à Lille. Il est tout enthousiaste à l'idée d'y aller avec son fils de 20 ans, guitariste amateur et grand admirateur du bluesman. C'est assez cher (100 euros le billet), il faut aller à l'hôtel (c'est très loin de chez eux), mais qu'importe ! Le jour venu, après une attente interminable dans une ambiance assez tendue, il reste de longues heures debout, très loin de la scène et il se rend compte que Clapton ne joue qu'environ une demi-heure. Il est très mécontent et veut protester auprès des organisateurs, mais son fils, enchanté par le concert, lui dit que c'est la loi du genre, que c'est la qualité qui compte.
- 38 Que peuvent-ils faire ? Si vous étiez dans cette situation ou dans une situation analogue, que feriez-vous ?

NOTES

- 1.. Viviana A. ZELIZER, *The Social Meaning of Money*, Princeton, Princeton University Press, 1997 (*La Signification sociale de l'argent*, traduit par Christian Cler, Paris, Seuil, 2005) ; Viviana A. ZELIZER, « The proliferation of social currencies », in M. CALLON (ed.), *The Laws of the Markets*, Oxford, Blackwell, 1998.
- 2.. Viviana A. ZELIZER, « Intimité et économie », *Terrain* 45, 2005.
- 3.. François de DE SINGLY, *Le Soi, le Couple et la Famille*, Paris, Nathan, 1996.
- 4.. À noter la parution récente d'un ouvrage de synthèse très au fait de cette littérature : Damien DE BLIC et Jeanne LAZARUS, *Sociologie de l'argent*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2007. Voir notamment : p. 71-89.
- 5.. Voir Vivienne ELIZABETH, « Managing Money, Managing Coupledness : a critical examination of cohabitant money management practices », *The Sociological Review*, vol. 49, 3, 2001 ; Carolyn VOGLER, « Money in the household : some underlying issues of power », *The Sociological Review*, vol. 46/4, 1998 ; Carolyn VOGLER, « Cohabiting couples :

rethinking money in the household at the beginning of the twenty first century », *The Sociological Review*, vol. 53/1, 2005.

6.. Carolyn VOGLER, « Money in the household... », *op. cit.*, 1998.

7.. Talcott PARSONS, *Sociétés : essai sur leur évolution comparée*, Paris, Dunod, 1973.

8.. Un article récent (Carolyn B. BURGOYNE, Victoria CLARKE, Janet REIBSTEIN, Anne EDMUNDS, « “All my worldly goods I share with you” ? Managing money at the transition to heterosexual marriage », *The Sociological Review*, vol. 54, n° 4, 2006) cherche à réévaluer ces caractéristiques des « primo-mariés » et conclut à une progression du management séparé et à l'importance de la perception de la propriété de l'argent dès lors qu'il doit être réparti dans le couple.

9.. Judith TREAS, Eric WIDMER, « A multi-level analysis of financial management in marriage for 23 countries », In Jeroen WEESIE and Werner RAUB (eds), *The Management of Durable Relations*, Amsterdam, Thela Thesis, 2000.

10.. Supriya SINGH, J. LINDSAY, « Money in heterosexual relationships », *Australian and New-Zealand Journal of Sociology* 32, 1996, p. 55-69 ; Supriya SINGH, *Marriage Money*, St-Leonards Australia, Allen and Unwin, 1997.

11.. Même une pratique du « à chacun selon ses besoins » entre contributeurs très inégaux, peut entraîner une « économie de la gratitude » (Arlie R. HOCHSCHILD, with Anne MACHUNG, *The Second Shift : Working Parents and the Revolution at Home*, New York, Viking, 1989 – N. Y., Pinguin Books, 2003) : on peut échanger la sécurité émotionnelle (voire sexuelle) contre la sécurité économique, sachant que la sécurité émotionnelle est en général moins de moindre valeur d'échange sur le marché des biens domestiques que la sécurité éducationnelle ou ménagère. L'étude des couples remariés (Carolyn B. BURGOYNE, Victoria MORISON, « Money in remarriage : keeping things simple – and separate », *The Sociological Review*, vol. 45, n° 3, 1997), tout en nous donnant quelques tendances, nous confronte à des problèmes d'interprétation similaires. Voir aussi l'étude ethnographique récente d'Agnès MARTIAL (Agnès MARTIAL, « Comment rester liés ? Les comptes des familles recomposées », *Terrain* 45, 2005, « L'argent en famille », 2005).

12.. L'enquête collective a été réalisée en 2005-2006 par 15 étudiants en Master 1 de sociologie à l'Université Paul-Verlaine, Metz. Ont également contribué à l'exploitation de cette enquête : Émilie Forêt, Géraldine Pignon, Loïc Cordonnier.

13.. Les situations d'entretien n'ont pas été rigoureusement identiques : le plus souvent, c'est la femme qui a répondu, parfois en présence du mari, parfois en son absence ; mais plusieurs couples ont été interrogés séparément, ce qui a permis d'obtenir des informations assez complètes.

14.. Voir les scénarios en annexe. Sur la méthode, voir Estelle BONNET, « L'analyse de situations à l'épreuve des scénarios : l'exemple des actions qualité dans l'organisation », *BMS - Bulletin de Méthodologie Sociologique* n° 66, 2000 ; Vincent MEYER, Jean-Yves TRÉPOS, « La méthode des scénarios en question », *Actes du 1^{er} colloque de l'A.F.S.*, Bordeaux, 2004.

15.. L'échantillon comprenait 17 couples mariés et 13 non-mariés. Pour les 60 personnes les PCS étaient : 18 ouvriers (13 hommes, 5 femmes) ; 25 employés (11/14) ; 10 sans emploi (1/9) ; et 11 autres relevaient des PCS intermédiaires (5/6). La moyenne d'âge était de 34,8 ans (avec 25 personnes de moins de 30 ans et 19 de moins de 40 ans). 11 couples étaient sans enfants. La majorité vivait en milieu urbain ou péri-urbain.

16.. Le cadre restreint de cet article ne permet pas l'incorporation de fragments d'entretiens.

- 17.. Anthony GIDDENS, *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- 18.. On sait que les milieux populaires ont été l'objet d'une vigilance de la part des classes supérieures (et des sociologues, depuis les leplaysiens), qui s'est matérialisée essentiellement par l'incitation à « tenir un budget ».
- 19.. Sur les 30 interviewés, 18 ont déclaré avoir toujours de l'argent liquide chez eux, mais ils n'ont pas précisé s'ils en avaient toujours sur eux. Présent en petite quantité (les sommes mentionnées sont autour de 20 €), cet argent liquide sert surtout à acheter le pain.
- 20.. La différence avec la situation analysée par Marion Lepresle en 1992 est assez nette (Marion LEPRESLE, *Argent, monétique et utilisateurs*, rapport IRIS/ARIS/ CNET, Paris, 1992).
- 21.. Pour une vue plus large du financement de dépendants, voir : Évelyne RIBERT, « Dire la dette à travers l'argent ou la taire à travers le don. Les allocataires du RMI et l'aide monétaire », *Terrain* 45, 2005 ; Jeanine MOSSUZ-LAVAU, *L'Argent et nous*, Paris, La Martinière, 2007.
- 22.. Un sondage SOFRES pour la banque LCL nous apprend que 41% des ménages déclarent gérer ensemble l'argent du couple, mais que cette gestion commune est plus revendiquée par les hommes que par les femmes (43% des hommes disent gérer à deux, contre 39% des femmes). Cet écart de genre est encore plus grand pour les comptes : 92% des femmes disent faire leurs comptes contre 83% des hommes. Pour une étude fine de la circulation de l'argent dans des familles de classes moyennes, voir Delphine ROY, « “Tout ce qui est à moi est à toi ?” Mise en commun des revenus et transferts d'argent dans le couple », *Terrain* 45, 2005.
- 23.. C'est pourquoi, parler comme J. Mossuz-Lavau de « bricolage des plus jeunes » ne convient pas à l'ensemble de cette population (Jeanine MOSSUZ-LAVAU, *L'Argent et nous*, *op. cit.*, p. 118-120).
- 24.. Sur les problèmes soulevés par les scénarios 1 et 2, voir la mise au point dans : Séverine GOJARD, Agnès GRAMAIN, Florence WEBER, « Le partage du quotidien. Services rémunérés et sentiment de parenté », *Charges de famille*, Paris, La Découverte, p. 390 s.
- 25.. Cette dimension est aussi abordée, en hypothèse inverse du cas du scénario, par Jeanine MOSSUZ-LAVAU, *op. cit.* (spécialement : p. 121-124).
- 26.. Jean-Yves TRÉPOS, *La Construction sociale des conflits de consommation*, Thèse pour le doctorat d'État, Université de Lille 1, 1988.
- 27.. Les témoignages réunis et analysés par Jeanine Mossuz-Lavau (qui comportent une bonne proportion de couples de milieux populaires) sont globalement congruents avec ceux qui ont été collectés ici. Voir : MOSSUZ-LAVAU, *op. cit.*, notamment, p. 111-171.
- 28.. La très grande majorité déclare « en parler » (n=24) et ne pas connaître de tensions à ce propos (n=22). Le sondage SOFRES déjà mentionné, qui concerne l'ensemble de la population, estime, au contraire, à 48% les couples où l'argent est source de conflits (hommes : 49% ; femmes : 45%). Voir : http://www.tns-sofres.com/etudes/finance/080306_femmesargent.htm
- 29.. Zygmunt BAUMAN, *La Société assiégée*, Rodez, Chambon, 2005.
- 30.. Bibliographie complémentaire : H. GLEZER, E. MILLS, « Controlling the Purse Strings », *Family Matters* 29, 1991 ; A. HOCHSCHILD (with A. MACHUNG), *The Second Shift : Working Parents and the Revolution at Home*, New York, Viking, 1989.

RÉSUMÉS

Une enquête empirique (par entretiens et par scénarios) auprès de couples des classes populaires a permis de saisir comment s'organisent les mobilisations domestiques de l'argent, à la fois en situation ordinaire où leur agencement est apaisé et en situation de tension où il s'agit de sortir de dilemmes. Les résultats montrent une organisation plutôt minimale des dépenses, réglées par deux ou trois moyens de paiement principaux, et assurées selon une répartition qui semble être explicite même si elles sont surtout surveillées sinon contrôlées par les femmes. Les questions d'argent ne sont pas de l'ordre du non-dit et ne sont pas source de tensions, ce qui semble autoriser la présence d'un sentiment de plaisir de la dépense. Ces comportements reposent sur un triple fondement d'attitudes : autonomie de la personne et du couple, rationalisation concertée des choix domestiques et prudence consumériste. On peut imaginer que ces potentialités sont à un tournant de la modernité : hybridations fragiles préfigurant des relations « liquides » ou ébauche d'une nouvelle culture populaire ?

An empirical survey (using interviews and scenarios) concerning couples of popular classes brings informations on the organization of domestic mobilizations of money, both in ordinary situations where its management is appeased, and in situations of stress where it is necessary to escape from dilemmas. The outcomes are : a rather minimal organization of expenditures, payed by the way of two or three means of payment, explicitly dispatched in the couple, while women are mainly supervising and sometimes controlling them. Money issues are not of unvoiced comments and not a source of tension, so seeming to let the expenditure being felt as a pleasure. These behaviours lay on a threefold grounding: a claimed autonomy of the person and of the couple, a jointly arranged rationalization of the domestic choices and a prudent consumerism. One can imagine that these potentialities are at the cross-road of modernity: weak hybridations prefiguring « liquid » relationships or outline of a new popular culture?

AUTEURS

MARIA SCHEERER-MOLNAR

Jean-Yves Trépos est professeur de sociologie à l'Université Paul-Verlaine de Metz et directeur du Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales. Auteur de travaux de théorisation de l'expertise (*La Sociologie de l'expertise*, PUF, 1996) et des politiques sociales (il a publié dans *Le Portique*, n° 13, « L'équipement politique des passions »), il s'intéresse à la constitution d'une sociologie politique de la connaissance et à la sociologie économique. Luisa Haddad, Aurélien Lambert, Fanny Liebelt, Soumia Nifri, Serena Roumens et Maria Scheerer-Molnar sont étudiants en Master de sociologie à l'Université Paul-Verlaine de Metz.